



**PRÉFÈTE
DE LA MAYENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la citoyenneté
Bureau des procédures environnementales
et foncières**

Arrêté n° 53DCBPEF-2025-019 du 25 février 2025

**levant la mise en demeure prévue par arrêté n° 2023-0164 du 6 décembre 2023 à l'encontre
de la société LHOIST FRANCE OUEST, exploitant la carrière située près du lieu-dit
« La Jametière » à Torcé-Viviers-en-Charnie et pratiquant la réinjection d'une partie
de l'eau pompée dans cette carrière dans les eaux souterraines**

**La préfète de la Mayenne,
Chevalier de la Légion d'honneur,**

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

VU le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 portant nomination de Mme Marie-Aimée GASPARI, préfète de la Mayenne ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;

VU l'arrêté du 11 janvier 2007 modifié relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R. 1321-2, R. 1321-3, R. 1321-7 et R. 1321-38 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

VU l'arrêté préfectoral du 15 juin 2022 fixant autorisation à la société LHOIST FRANCE OUEST de procéder à la destruction de sites de reproduction ou d'aires de repos d'espèces animales protégées, et à la perturbation intentionnelle, capture, enlèvement et destruction de spécimens d'espèces animales protégées, par l'activité d'exploitation de la carrière de « La Jametière » sur la commune de Torcé-Viviers-en-Charnie dans le département de la Mayenne ;

VU l'arrêté préfectoral du 14 décembre 2022 autorisant la société LHOIST FRANCE OUEST à exploiter une carrière à ciel ouvert de calcaires, des installations de traitement des matériaux extraits près du lieu-dit « La Jametière » sur la commune de Torcé-Viviers-en-Charnie, ainsi qu'à réinjecter une partie de l'eau pompée dans cette carrière dans les eaux souterraines, pour une durée de 30 ans ;

VU l'arrêté préfectoral du 3 septembre 2024, régulièrement publié, portant délégation de signature à M. Ronan LÉAUSTIC, secrétaire général de la préfecture de la Mayenne, sous-préfet de l'arrondissement de Laval, arrondissement chef-lieu, et suppléance du préfet de la Mayenne ;

VU l'arrêté n° 2023-0164 du 6 décembre 2023 portant mise en demeure à l'encontre de la société LHOIST FRANCE OUEST exploitant la carrière située près du lieu-dit « La Jametière » à Torcé-Viviers-en Charnie et pratiquant la réinjection d'une partie de l'eau pompée dans cette carrière dans les eaux souterraines de respecter les dispositions des articles 3.3.1, 6.2.1, 6.2.3, 6.2.4, 6.2.5, 6.2.7.1, 6.2.9.2, 6.2.9.3, 8.1.3 et 8.2.3.1 de l'arrêté préfectoral du 14 décembre 2022 susvisé ;

VU le rapport du 29 mai 2024 de l'inspecteur de l'environnement, rédigé à la suite de la visite d'inspection du 22 mai 2024 ;

VU le rapport du 13 janvier 2025 de l'inspecteur de l'environnement, rédigé à la suite de la visite d'inspection du 8 janvier 2025 ;

CONSIDERANT que lors de la visite du 22 mai 2024, l'inspection des installations classées a constaté que de nombreux écarts ont été résorbés ou sont en bonne voie de l'être avec l'engagement de travaux ; qu'il apparaît ainsi que plusieurs prescriptions visées par l'arrêté n° 2023-0164 du 6 décembre 2023 de mise en demeure sont satisfaisantes, mais qu'une nouvelle visite sera nécessaire pour lever définitivement la mise en demeure ;

CONSIDERANT les éléments de réponse transmis le 27 mai 2024 et du 1^{er} juillet 2024 par l'exploitant, à la suite de la visite du 22 mai 2024 ;

CONSIDERANT que lors de la visite du 8 janvier 2025, l'inspection des installations classées a constaté le retour à la conformité du site pour plusieurs prescriptions et l'avancement de travaux ;

CONSIDÉRANT que ces éléments permettent de lever l'arrêté préfectoral n° 2023-0164 du 6 décembre 2023 portant mise en demeure à l'encontre de la société LHOIST FRANCE OUEST exploitant la carrière située près du lieu-dit « La Jametière » à Torcé-Viviers-en Charnie et pratiquant la réinjection d'une partie de l'eau pompée dans cette carrière dans les eaux souterraines ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de la Mayenne ;

A R R Ê T E

ARTICLE 1^{er}

L'arrêté préfectoral n° 2023-0164 du 6 décembre 2023 portant mise en demeure à l'encontre de la société LHOIST FRANCE OUEST, désignée ci-après « l'exploitant », dont le siège social est situé 15, rue Henri Dagallier à Grenoble (38100), exploitant une installation d'extraction et de traitement de matériaux (carrière de calcaire) et de réinjection d'une partie de l'eau pompée dans cette carrière dans les eaux souterraines, sise près du lieu-dit « La Jametière » sur la commune de Torcé- Viviers-en-Charnie, est levé.

ARTICLE 2

Le présent arrêté est publié pour une durée minimale de deux mois, sur le site Internet des services de l'État de la Mayenne (<https://www.mayenne.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement-eau-et-biodiversite/Installations-classees/Installations-classees-industrielles-carrieres/Mesures-de-police-administrative>).

ARTICLE 3

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant par courrier recommandé avec accusé réception.

ARTICLE 4

Le secrétaire général de la préfecture de la Mayenne, le sous-préfet de Mayenne, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Laval, le 25 FEV. 2025

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet, secrétaire général de la
préfecture de la Mayenne,



Ronan LÉAUSTIC

Voies et délais de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nantes (6, allée de l'Île Gloriette – 44041 Nantes Cedex 01) ou par voie électronique par l'intermédiaire de l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site : www.telerecours.fr dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai 2 mois :

1° pour l'exploitant, ce délai commence à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés, ce délai commence à compter de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Mayenne.

